



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

23 MARS 2015

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI

☎ : 04 72 61 37 79

✉ : lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

**ARRETE
DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-7 ;

VU la déclaration d'existence en date du 1^{er} avril 1987 de la société IDEAL concernant les activités soumises à l'ancienne rubrique n° 183 ter de la nomenclature des installations classées ;

VU le dossier de demande d'autorisation en date du 30 décembre 2014 présenté par la société IDEAL, en vue de la régularisation des activités de production de teintures qu'elle exerce sur le site 65, rue Alexandre Dumas à VAULX-EN-VELIN ;

VU le rapport en date du 13 février 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 23 février 2015 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la société IDEAL 65, rue Alexandre Dumas à VAULX-EN-VELIN, a déclaré, le 1^{er} avril 1987, au titre du bénéfice des droits acquis, des activités relevant de l'ancienne rubrique n° 183 ter de la nomenclature des installations classées (entrepôt couvert) ;

CONSIDERANT que la société IDEAL a développé l'exploitation du site en exerçant irrégulièrement des activités de stockage de solides inflammables (hydrosulfite de sodium et mélanges à base de ce produit), de fabrication industrielle de détergents et de lessives relevant respectivement du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 1450 et 2630 de la nomenclature des installations classées ;

.../...

CONSIDERANT que la société IDEAL a présenté, le 30 décembre 2014, un dossier de demande d'autorisation, en vue de la régularisation de l'ensemble de ses installations ;

CONSIDERANT que dans un rapport du 13 février 2015 visé ci-dessus, l'inspection des installations classées a restitué les nombreuses non-conformités qu'elle a relevées au cours de l'examen du dossier, et conclu au caractère incomplet et irrégulier des documents transmis ;

CONSIDERANT notamment, que le dossier ne répond pas aux exigences des articles R. 512-8 et R. 512-9, le contenu des différents éléments produits n'étant pas en relation avec l'importance des installations, les risques qu'elles engendrent et leurs incidences prévisibles sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

CONSIDERANT que compte tenu de ce qui précède, les activités exercées par la société IDEAL n'ont pas pu faire l'objet de l'autorisation requise et se trouvent donc toujours en situation administrative irrégulière, au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de la société IDEAL soit, qu'elle dépose un dossier de demande d'autorisation complet et régulier, en vue de la régularisation des installations qu'elle exploite 65, rue Alexandre Dumas à VAULX-EN-VELIN, soit qu'elle cesse définitivement les activités exercées illégalement sur le site en question ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

La société IDEAL dont les installations sont situées 65, rue Alexandre Dumas à VAULX-EN-VELIN, est mise en demeure, dans le délai de *six mois*, à compter de la notification du présent arrêté :

♦ soit, de déposer à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement, pôle installations classées et environnement), un dossier de demande d'autorisation complet et régulier, en vue de la régularisation desdites installations, conformément aux dispositions de l'article R. 512-3 et suivants du code de l'environnement ;

♦ soit, de cesser définitivement les activités irrégulières sur le site.

ARTICLE 2 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 :

Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de VAULX-EN-VELIN,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le 23 MARS 2015

Le Préfet,

~~Pour le Préfet~~
Le Secrétaire Général Adjoint

Denis BRUEL

